

## Amilcar Cabral



### Fondements et objectifs de la libération nationale et structure sociale

**[Exposé fait à la première Conférence de la solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (3-12 janvier 1966. La Havane, Cuba) au nom des peuples et des organisations nationalistes des colonies portugaises, au cours de la séance plénière du 6 janvier.]**

Les peuples et les organisations nationalistes d'Angola, du Cap-Vert, de Guinée, du Mozambique, de São Tomé et Príncipe, ont, pour deux raisons principales, mandaté leurs délégations à cette conférence :

Premièrement : nous voulons être présents et prendre activement part à cet événement transcendant de l'histoire de l'humanité.

Deuxièmement : il était de notre devoir politique et moral d'apporter au peuple cubain, en ce moment doublement historique du septième anniversaire de la Révolution et de la première conférence tricontinentale, une preuve concrète de notre solidarité fraternelle et combative.

Permettez-moi donc, au nom de nos peuples en lutte et au nom des militants de chacune de nos organisations nationales, d'adresser nos vœux les plus chaleureux et nos saluts fraternels au peuple de cette île à l'occasion du septième anniversaire du triomphe de sa révolution, pour la réalisation de cette conférence dans sa belle et hospitalière capitale, et pour les succès qu'il a su remporter dans la construction d'une vie nouvelle ayant pour objectif essentiel la pleine réalisation des aspirations à la liberté, à la paix, au progrès et à la justice sociale de tous les Cubains.

Je salue en particulier le comité central du parti communiste de Cuba, le Gouvernement révolutionnaire, son dirigeant exemplaire, le commandant Fidel Castro, à qui j'exprime nos vœux de succès continus et de longue vie au service de la Patrie cubaine, du progrès et du bonheur de son peuple, au service de l'humanité.

Si, arrivant à Cuba, quelques-uns d'entre nous avaient à l'esprit un doute quelconque quant à l'enracinement, la force, la maturité et la vitalité de la Révolution cubaine, ce doute s'est trouvé effacé par ce qu'il nous est donné de voir.

Une certitude inébranlable réchauffe nos cœurs, et nous encourage dans cette lutte difficile mais glorieuse contre l'ennemi commun : nulle force au monde ne pourra détruire cette Révolution cubaine en train de créer, à la campagne et dans les villes, non seulement une nouvelle vie mais aussi - ce qui est plus important - un Homme nouveau, pleinement conscient de ses droits et de ses devoirs nationaux, continentaux, internationaux.

Dans tous les domaines de son activité, le peuple cubain a réalisé des progrès importants au cours des sept dernières années, particulièrement en 1965, Année de l'agriculture.

Ces progrès sont évidents tant dans la réalité matérielle et quotidienne que chez la femme et l'homme cubains, dans leur confiance tranquille à faire face à un monde en effervescence, où les contradictions et les menaces, mais aussi les espoirs et les certitudes, ont atteint un niveau sans précédent.

De ce que nous avons déjà vu et sommes en train d'apprendre à Cuba, nous voulons rapporter ici une leçon singulière dans laquelle se trouve, à notre avis, un des secrets, pour ne pas dire le véritable secret, de ce que beaucoup n'hésiteraient pas à appeler " le miracle cubain " : la communion, l'identification, la synchronisation, la confiance mutuelle et la fidélité entre les masses et leurs dirigeants.

Qui a assisté aux rassemblements extraordinaires de ces derniers jours, et en particulier au discours du commandant Fidel Castro à l'occasion de la célébration du septième anniversaire de la révolution, aura, tout comme nous, mesuré dans toute sa grandeur le caractère spécifique - peut-être décisif - de ce facteur primordial du succès de la Révolution cubaine.

En mobilisant, en organisant et en formant politiquement le peuple cubain, en lui donnant une connaissance élevée des problèmes nationaux et internationaux intéressant sa vie et en l'amenant à participer à la solution de ces problèmes, l'avant-garde de la Révolution cubaine, comprenant vite le caractère indispensable de l'existence dynamique d'un parti fort et uni, a su non seulement interpréter justement les conditions objectives et les exigences du milieu, mais aussi forger la plus puissante des armes pour la défense, la sécurité et la garantie de la continuité de la Révolution : la conscience révolutionnaire des masses populaires, qui, comme on le sait, n'est pas et n'a jamais été spontanée nulle part dans le monde.

Nous croyons que cela constitue une leçon supplémentaire et particulièrement pour les mouvements de libération nationale, spécialement pour ceux qui veulent que leur révolution nationale soit une vraie révolution.

D'aucuns ne manqueront pas de noter que, bien que constituant une minorité insignifiante, certains Cubains n'ont pas partagé les joies et les espoirs des fêtes du septième anniversaire, parce qu'ils sont contre la Révolution.

Il est possible que d'autres encore ne soient pas présents à la célébration du prochain anniversaire, mais nous voulons affirmer que nous considérons la politique de " la porte ouverte pour la sortie des ennemis de la Révolution " comme une leçon de courage, de détermination, d'humanisme et de confiance envers le peuple, comme une victoire de plus, politique et morale, sur l'ennemi, et nous garantissons à ceux-là qui, d'un point de vue amical, s'inquiètent des dangers que cette sortie peut présenter, que nous, les peuples des pays africains, encore partiellement ou totalement dominés par le colonialisme portugais, sommes prêts à envoyer à Cuba autant d'hommes et de femmes qu'il serait nécessaire, pour compenser la sortie de ceux qui, pour des raisons de classe ou d'inadaptation, ont des intérêts et des attitudes incompatibles avec les intérêts du peuple cubain.

En reprenant le chemin, autrefois douloureux et tragique, de nos ancêtres (notamment de Guinée et d'Angola), qui ont été transplantés à Cuba comme esclaves, nous viendrions aujourd'hui en hommes libres, en travailleurs conscients et en patriotes cubains, pour exercer une activité productive dans cette société nouvelle, juste et multiraciale, pour aider et défendre avec notre sang les conquêtes du peuple de Cuba.

Mais nous viendrions renforcer, également, tant les liens historiques, de sang et de culture qui unissent nos peuples au peuple cubain, que cette décontraction magique, cette joie profonde et ce rythme contagieux, qui font de la construction du socialisme à Cuba un phénomène nouveau à la face du monde, un événement unique et, pour beaucoup, insolite.

Nous n'allons pas utiliser cette tribune pour nous en prendre à l'impérialisme.

Un dicton africain très répandu dans nos pays, où le feu est encore un instrument important et un ami perfide - ce qui prouve l'état de sous-développement que nous lègue le colonialisme - ce dicton avertit : " Quand ta case brûle, rien ne sert de battre le tam-tam. "

Sur le plan tricontinental, cela veut dire que ce n'est pas en criant ni en proférant des injures contre l'impérialisme que nous allons parvenir à sa liquidation.

Pour nous, la façon la plus efficace de critiquer l'impérialisme, quelle que soit sa forme, c'est de prendre les armes et de combattre.

C'est ce que nous sommes en train de faire, et c'est ce que nous ferons jusqu'à la liquidation totale de la domination étrangère sur nos patries africaines.

Nous sommes venus ici, décidés à informer cette conférence, avec le plus de détails possible, sur la situation concrète de la lutte de libération nationale dans chacun de nos pays, et en particulier dans ceux-là où se déroule la lutte armée.

C'est ce que nous ferons devant la commission constituée à cet effet, et aussi au moyen de documents, de films, de photographies, de contacts bilatéraux et à travers les organes d'information cubains, au cours de cette conférence.

Permettez-nous d'utiliser cette occasion de la manière que nous jugeons la plus utile.

En vérité, nous sommes venus à cette conférence convaincus que c'est là une occasion unique pour un plus ample échange d'expériences entre les combattants d'une même cause, pour l'étude et la solution des problèmes vitaux de notre lutte commune, tendant non seulement au renforcement de notre unité et de notre solidarité, mais aussi au perfectionnement de la pensée et de l'action de chacun et de tous dans la pratique quotidienne de la lutte.

Nous désirons donc éviter toute perte de temps, et sommes fermement déterminés à ne pas permettre que certains facteurs extérieurs ou qui ne sont pas directement liés aux problèmes qui nous préoccupent viennent ici affecter les possibilités de succès de cette conférence.

Nous avons des raisons suffisantes pour affirmer que cette position est également celle de tous les autres mouvements de libération nationale ici présents.

Notre ordre du jour comprend des thèmes dont l'importance et le relief sont indiscutables et à travers lesquels se détache une préoccupation dominante : la lutte.

Nous observons, cependant, qu'un type de lutte fondamentale à nos yeux n'est pas mentionné d'une façon expresse dans ce programme de travail, bien que nous soyons certains qu'il est présent à l'esprit de ceux qui l'ont élaboré.

Nous nous référons ici à la lutte contre nos propres -faiblesses.

D'autres cas diffèrent des nôtres ; cependant notre expérience nous enseigne que dans le cadre général de la lutte quotidienne, quelles que soient les difficultés créées par l'ennemi, cette lutte contre nous-mêmes est la plus difficile, aussi bien au moment présent que dans l'avenir de nos peuples.

Cette lutte est l'expression des contradictions internes de la réalité économique, sociale et culturelle (et donc historique) de chacun de nos pays.

Nous sommes convaincus que toute révolution nationale ou sociale qui ne possède pas comme base fondamentale la connaissance de cette réalité, risque fort d'être condamnée à l'insuccès, sinon à l'échec.

### **L'ABSENCE D'IDEOLOGIE**

Quand le peuple africain affirme dans son langage simple que " pour chaude que soit l'eau de la source, elle ne cuira pas ton riz ", il énonce, avec une singulière simplicité, un principe fondamental non seulement de physique, mais aussi de science politique.

Nous savons en effet que le déroulement d'un phénomène en mouvement, quel que soit son conditionnement extérieur, dépend principalement de ses caractéristiques intérieures. Nous savons aussi que, sur le plan politique - même si la réalité des

autres est plus belle et attrayante - notre propre réalité ne peut être transformée que par sa connaissance concrète, par nos efforts et par nos propres sacrifices.

Il est bon de se rappeler, dans cette ambiance tricontinentale, où les expériences et les exemples abondent, que, si grande que soit la similitude des cas en présence et l'identité de nos ennemis, la libération nationale et la révolution sociale ne sont pas des marchandises d'exportation ; elles sont - et chaque jour davantage - le produit d'une élaboration locale, nationale, plus ou moins influencées par des facteurs extérieurs (favorables et défavorables), mais essentiellement déterminés et conditionnés par la réalité historique de chaque peuple, et consolidés par la victoire ou la solution correcte des contradictions internes entre les diverses catégories qui caractérisent cette réalité.

Le succès de la révolution cubaine, qui se déroule à quelques centaines de kilomètres de la plus grande force impérialiste et antisocialiste de tous les temps, nous semble être, dans son contenu et dans sa forme d'évolution, une illustration pratique et concluante de la validité du principe déjà mentionné.

Nous devons reconnaître, toutefois, que nous-mêmes et les autres mouvements de libération en général (nous nous référons surtout à l'expérience africaine) n'avons pas su apporter toute l'attention nécessaire à ce problème important de notre lutte commune.

Le défaut idéologique, pour ne pas dire le manque total d'idéologie, au sein des mouvements de libération nationale - ce qui se justifie à la base par l'ignorance de la réalité historique que ces mouvements prétendent transformer - constitue une des plus grandes, sinon la plus grande faiblesse de notre lutte contre l'impérialisme.

Nous croyons néanmoins qu'un nombre suffisant d'expériences variées a déjà été accumulé pour permettre de définir une ligne générale de pensée et d'action afin d'éliminer cette déficience.

Une ample discussion sur ce sujet pourrait être utile, permettant à cette conférence d'apporter une précieuse contribution au renforcement de l'action actuelle et future des mouvements de libération nationale.

Ce serait là une forme concrète d'aide à ces mouvements, et, à notre avis, d'importance non moindre que les soutiens politique et financier ou en armes.

C'est dans l'intention de contribuer, bien que modestement, à ce débat, que nous présentons ici notre opinion sur les fondements et les objectifs de la libération nationale en rapport avec la structure sociale.

Cette opinion nous est dictée par notre expérience dans la lutte et l'appréciation critique d'autres expériences. A ceux qui lui voient un caractère théorique, il nous faut rappeler que toute pratique engendre une théorie.

Et que, s'il est vrai qu'une révolution peut échouer, même alimentée par des théories parfaitement conçues, personne n'a encore réalisé une révolution

victorieuse sans théorie révolutionnaire.

## LA LUTTE DE CLASSES

Ceux qui affirment - et, à notre point de vue, avec raison - que la force motrice de l'histoire est la lutte de classes seraient certainement d'accord pour réviser cette assertion, afin de la préciser et de lui donner un champ d'application encore plus vaste, s'ils connaissaient plus profondément les caractéristiques essentielles de certains peuples colonisés, c'est-à-dire dominés par l'impérialisme.

En effet, dans l'évolution générale de l'humanité et de chacun des peuples qui la composent, les classes n'apparaissent ni comme phénomène généralisé et simultané dans la totalité de ces groupes ni comme un tout achevé, parfait, uniforme et spontané.

La définition de classes au sein d'un groupe ou de plusieurs groupes humains est une conséquence fondamentale du développement progressif des forces productives et des caractéristiques de la distribution des richesses, produites par ce groupe ou dérobées à d'autres groupes.

C'est-à-dire que le phénomène socio-économique " classe " surgit et se développe en fonction d'au moins deux variables essentielles et interdépendantes : le niveau des forces productives et le régime de propriété des moyens de production.

Ce développement s'opère lentement, graduellement et d'une manière inégale, par des variations quantitatives et généralement peu perceptibles des composantes fondamentales, processus qui, à partir d'un certain degré d'accumulation, aboutit à un saut qualitatif, se traduisant par l'apparition de classes et du conflit entre les classes.

Des facteurs extérieurs à un ensemble socio-économique en mouvement donné peuvent influencer, d'une manière plus ou moins significative, le processus de développement des classes, l'accélérant, le freinant, voire provoquant des régressions.

Quand, pour une raison quelconque, cesse l'influence de ces facteurs, le processus reprend son indépendance et son rythme se détermine alors, non seulement par les caractéristiques internes spécifiques de l'ensemble, mais aussi par la résultante de l'effet produit sur lui par l'action temporaire des facteurs extérieurs.

Sur le plan strictement intérieur, le rythme du processus peut varier, mais reste continu et progressif.

Les progrès brusques sont possibles, seulement en fonction d'altérations violentes - mutations - du niveau des forces productives ou du régime de la propriété.

Ces transformations violentes opérées à l'intérieur du processus de développement des classes, comme résultat de mutations survenues au niveau des forces productives ou dans le régime de propriété, il a été convenu de les appeler en langage économique et politique : révolutions.

On constate, d'autre part, que les possibilités de ce processus sont influencées, d'une façon appréciable, par des facteurs extérieurs, en particulier par l'interaction des ensembles humains, considérablement accrue par le progrès des moyens de transport et de communication qu'ont créés le monde et l'humanité, éliminant l'isolement entre les groupes humains d'une même région, entre les régions d'un même continent et entre les continents.

Ce progrès caractéristique d'une longue phase historique qui débuta par l'invention du premier moyen de transport était déjà plus évident au temps des voyages puniques et dans la colonisation grecque et s'est accentué avec les découvertes maritimes, l'invention de la machine à vapeur et la découverte de l'électricité.

Et de nos jours, avec la domestication progressive de l'énergie atomique, il est possible de promettre, sinon de semer l'homme dans les étoiles, du moins d'humaniser l'univers.

Ce qui vient d'être dit permet de poser la question suivante : est-ce que l'histoire commence seulement à partir du moment où se développe le phénomène " classe " et par conséquent la lutte de classes ?

Répondre affirmativement serait situer hors de l'histoire toute la période de vie des groupes humains qui va de la découverte de la chasse, et postérieurement de l'agriculture nomade et sédentaire, à la création des troupeaux et à l'appropriation privée de la terre.

Ce serait aussi alors - et nous nous refusons à l'accepter - considérer que plusieurs groupes humains d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, vivaient sans histoire, ou en dehors de l'histoire, au moment où ils furent soumis au joug de l'impérialisme.

Ce serait considérer que des populations de nos pays, telles que les Balantes de Guinée, les Kouaniama d'Angola et les Maconde du Mozambique vivent encore aujourd'hui - si nous faisons abstraction des légères influences du colonialisme auxquelles elles furent soumises - en dehors de l'histoire, ou n'ont pas d'histoire.

Ce refus, basé d'ailleurs sur la connaissance concrète de la réalité socio-économique de nos pays et sur l'analyse du processus de développement du phénomène " classe ", tel que nous l'avons vu antérieurement, nous porte à admettre que, si la lutte des classes est la force motrice de l'histoire, elle l'est à une certaine période historique.

Cela veut dire qu'avant la lutte des classes - et nécessairement après la lutte des classes, car dans ce monde il n'y a pas d'avant sans après - un facteur, ou des facteurs, fut et sera le moteur de l'histoire.

Nous admettons sans peine que ce facteur de l'histoire de chaque groupe humain est le mode de production - le niveau des forces productives et le régime de propriété - qui caractérise ce groupement.

Comme on l'a vu, la définition de classe et la lutte des classes sont elles-mêmes l'effet du développement des forces productives, conjugué avec le régime de propriété des moyens de production.

Il nous semble donc correct de conclure que le niveau des forces productives, élément déterminant essentiel du contenu et de la forme de la lutte des classes, est la force motrice véritable et permanente de l'histoire.

Si nous acceptons cette conclusion, alors s'estompent les doutes qui troublaient notre esprit.

Parce que si, d'un côté, nous constatons que l'existence de l'histoire avant la lutte des classes est garantie, et évitons par là, à quelques groupements humains de nos pays - et peut-être de notre continent - la triste condition de peuples sans histoire, nous dégageons, d'un autre côté, la continuité de l'histoire, même après la disparition de la lutte de classes ou des classes elles-mêmes.

Et comme ce n'est pas nous qui avons postulé - sur des bases scientifiques - le fait de la disparition des classes comme une fatalité historique, nous sommes satisfaits de cette conclusion qui, dans une certaine mesure, rétablit une cohérence et donne en même temps aux peuples qui, comme celui de Cuba, sont en train de construire le socialisme, l'agréable certitude qu'ils ne déboucheront pas sur la fin de leur histoire lorsque se terminera le processus de liquidation du phénomène " classe " et de la lutte des classes au sein de l'ensemble socio-économique.

L'éternité n'est pas de ce monde, mais l'homme survivra aux classes et continuera à produire et à faire l'histoire, car il ne peut se libérer du fardeau de ses besoins, de ses mains et de son cerveau, qui sont à la base du développement des forces productives.

## **SUR LE MODE DE PRODUCTION**

Ce qui a été dit et la réalité actuelle de notre temps nous permettent d'admettre que l'histoire d'un groupe humain ou de l'humanité se développe au moins en trois phases :

- A la première correspond un bas niveau des forces productives - de la domination de l'homme sur la nature - ; le mode de production a un caractère élémentaire, il n'existe pas encore d'appropriation privée des moyens de production, il n'y a pas de classes, ni, par conséquent, de lutte de classes.

- Dans la seconde, l'élévation du niveau des forces productives conduit à l'appropriation privée des moyens de production, complique progressivement le mode de production, provoque des conflits d'intérêt au sein de l'ensemble socio-économique en mouvement, rend possible l'apparition du phénomène " classe " et donc, de la lutte de classes, expression sociale de la contradiction dans le domaine économique entre le mode de production et l'appropriation privée des moyens de production.

- La troisième, à partir d'un niveau donné des forces productives, rend possible et réalise la liquidation de l'appropriation privée des moyens de production, l'élimination du phénomène " classe " et donc, de la lutte des classes. Des forces nouvelles et ignorées dans le processus historique de l'ensemble socio-économique se déchaînent alors.

La première phase correspondrait, en langage politico-économique, à la société communautaire agricole et d'élevage, dans laquelle la structure sociale est horizontale, sans Etat ; la seconde aux sociétés agraires féodales ou assimilées et agro-industrielles bourgeoises ; ici la structure sociale se développe verticalement, avec Etat ; la troisième phase correspondrait aux sociétés socialistes et communistes, dans lesquelles l'économie est surtout, si ce n'est exclusivement, industrielle (car l'agriculture elle-même devient une forme d'industrie) et dans lesquelles l'Etat tend progressivement à sa disparition, ou disparaît, et où la structure sociale retourne à l'horizontalité, à un niveau supérieur des forces productives, des relations sociales et d'appréciation des valeurs humaines.

Au niveau de l'humanité ou d'une partie de l'humanité (groupes humains d'une même région, d'un ou plusieurs continents), ces trois phases (ou deux d'entre elles) peuvent être simultanées comme le prouve la réalité actuelle aussi bien que le passé.

Ceci résulte du développement inégal des sociétés humaines, soit pour des raisons internes, soit par l'influence accélératrice ou retardatrice sur leur évolution d'un ou plusieurs facteurs extérieurs.

D'autre part, dans le processus historique d'un ensemble socio-économique donné, chacune des phases dont nous avons parlé contient, à partir d'un certain niveau de transformation, les germes de la phase suivante.

Nous devons faire remarquer aussi que, dans la phase actuelle de la vie de l'humanité et pour un ensemble socio-économique donné, la succession dans le temps des trois phases caractéristiques n'est pas indispensable.

Quel que soit le niveau actuel de ses formes productives et de la structure sociale qui la caractérise, une société peut franchir rapidement les étapes définies et appropriées aux réalités concrètes locales (historiques et humaines) pour atteindre une phase supérieure d'existence.

Ce progrès dépend des possibilités concrètes du développement de ses forces productives, lui-même conditionné principalement par la nature du pouvoir politique qui dirige la société, c'est-à-dire par le genre d'Etat ou, si l'on veut, par le caractère de la classe ou des classes qui dominent au sein de cette société.

Une analyse plus détaillée nous montrerait que la possibilité d'un tel bond dans le processus historique résulte fondamentalement, dans le domaine économique, de la force des moyens dont l'homme peut disposer dans le moment pour dominer la nature, et, sur le plan politique, de cet événement nouveau, qui a transformé radicalement l'aspect du monde et la marche de l'histoire : la création des Etats socialistes.

Nous voyons donc que nos peuples, quels que soient les stades de leur développement économique, ont leur propre histoire. Quand ils ont été soumis à la domination impérialiste, le processus historique de chacun de nos peuples (ou des groupes humains qui constituent chacun d'eux) a été soumis à l'action violente d'un facteur extérieur.

Cette action - l'impact de l'impérialisme sur nos sociétés - ne pouvait qu'influencer le processus de développement des forces productives de nos pays et la structure sociale de nos peuples, de même que le contenu et la forme de nos luttes de libération nationales.

Mais nous voyons aussi que, dans le contexte historique où ces luttes se développent, il existe pour nos peuples la possibilité concrète de passer de la situation d'exploitation et de sous-développement où ils se trouvent à un stade nouveau du processus historique, lequel peut les conduire à une forme supérieure d'existence économique, sociale et culturelle.

## **L'IMPERIALISME**

Le rapport politique élaboré par le Comité international préparatoire de cette conférence, auquel nous réaffirmons notre appui entier, a situé d'une manière claire et dans une analyse succincte l'impérialisme dans son contexte économique et dans ses coordonnées historiques.

Nous ne répéterons pas ici ce qui a déjà été dit dans cette assemblée.

Nous dirons simplement que l'impérialisme peut être défini comme l'expression mondiale de la recherche de bénéfices et l'obtention de plus-values toujours plus grandes de la part du capital monopoliste et financier, accumulé dans deux régions du monde : en Europe d'abord, et par la suite en Amérique du Nord.

Et si nous voulons situer le fait impérialiste dans la trajectoire générale de l'évolution de ce facteur transcendant qui a modifié la face du monde, le capital et le processus de son accumulation, nous pourrions dire que l'impérialisme est la piraterie transplantée des océans à la terre ferme, piraterie réorganisée, consolidée et adaptée à l'objectif de l'exploitation des ressources matérielles et humaines de nos peuples.

Mais si nous parvenons à analyser avec sérénité le phénomène impérialiste, nous ne scandaliserons personne en reconnaissant que l'impérialisme - tout prouve qu'il est, en réalité, la dernière phase de l'évolution du capitalisme - a été une nécessité historique, une conséquence de l'essor des forces productives et des transformations des moyens de production dans le contexte général de l'humanité, considérée comme un tout en mouvement.

Une nécessité, comme le sont, actuellement, la libération nationale des peuples, la destruction du capitalisme et l'avènement du socialisme.

Ce qui importe à nos peuples, c'est de savoir si l'impérialisme, comme capital en action, a rempli ou non dans nos pays la mission historique qui lui était réservée :

accélération du processus de développement des forces productives, et transformation dans le sens de la complexité des caractéristiques des moyens de production ; approfondissement de la différenciation des classes avec le développement de la bourgeoisie, et intensification de la lutte de classes ; augmentation appréciable du niveau de vie économique, social et culturel des populations.

On a également intérêt à examiner quelles sont les influences ou les effets de l'action impérialiste sur les structures sociales et le processus historique de nos peuples.

Nous ne ferons ici ni le procès ni une élogie sur l'impérialisme, mais nous dirons seulement que, tant sur le plan économique que sur les plans social et culturel, le capital impérialiste n'a pas, et de loin, rempli dans nos pays la mission historique réalisée par le capital dans les pays d'accumulation.

Cela signifie que si d'un côté le capital impérialiste a eu, dans la plupart des pays dominés, la simple fonction de multiplier les plus-values, on voit d'autre part que la capacité historique du capital (comme accélérateur indestructible du processus de développement des forces productives) dépend strictement de sa liberté, c'est-à-dire du degré d'indépendance avec lequel on l'utilise.

Cependant, nous devons reconnaître que, dans certains cas, le capital impérialiste ou le capitalisme moribond a suffisamment eu d'intérêts, de force et de temps pour, outre construire des villes, augmenter le niveau des forces productives et permettre à une minorité de la population autochtone d'atteindre un niveau de vie meilleur ou même privilégié, contribuant ainsi à un processus que certains appelleraient dialectique, pour l'approfondissement des contradictions au sein des sociétés en question.

En d'autres cas, encore plus rares, a existé la possibilité d'accumulation du capital, créant les conditions de développement d'une bourgeoisie locale.

Pour ce qui se rapporte aux effets de la domination impérialiste sur la structure sociale et le processus historique de nos peuples, il est utile d'examiner, tout d'abord, quelles sont les formes générales de domination de l'impérialisme.

Elles sont au moins deux :

1 ) Domination directe - au moyen d'un pouvoir politique composé d'agents étrangers au peuple dominé (forces armées, police, agents de l'administration et colons) - qu'on est convenu d'appeler colonialisme classique ou colonialisme ;

2) Domination indirecte - au moyen d'un pouvoir politique composé, dans sa majorité ou sa totalité, d'agents autochtones - qu'on est convenu d'appeler néo-colonialisme.

Dans le premier cas, la structure sociale du peuple dominé, quelle que soit l'étape dans laquelle il se trouve, peut subir les conséquences suivantes :

a) Destruction complète, accompagnée, en général, de la liquidation immédiate ou progressive de la population autochtone et, en conséquence, remplacement de celle-ci par une population allogène ;

b) Destruction partielle, en général accompagnée de la fixation, plus ou moins importante, d'une population allogène ;

c) Conservation apparente, conditionnée par le confinement de la société autochtone dans des zones ou réserves et généralement dépourvues de possibilités de vie, accompagnée de l'implantation massive d'une population allogène.

Les deux derniers cas sont ceux qu'il nous importe de considérer dans le cadre de la problématique de la libération nationale et sont largement représentés en Afrique.

On peut dire que dans n'importe lequel d'entre eux, l'impact de l'impérialisme dans le processus historique du peuple dominé se traduit par la paralysie, la stagnation (même dans quelques cas la régression) de ce processus. Cette paralysie n'est tout de même pas complète.

Dans l'un ou l'autre secteur de l'ensemble socio-économique en question, on peut s'attendre à des transformations sensibles motivées par l'action permanente de quelques facteurs intérieurs (locaux) ou résultant de l'action de nouveaux facteurs introduits par la domination coloniale, tels le cycle de la monnaie et le développement des concentrations urbaines.

Parmi ces transformations, il convient de relever, en certains cas, la perte progressive du prestige des classes ou secteurs dirigeants autochtones, l'exode forcé ou volontaire d'une partie de la population paysanne vers les centres urbains, avec le développement consécutif de nouvelles couches sociales : travailleurs salariés, fonctionnaires, employés de commerce et des professions libérales, et une couche instable de sans-emploi.

A la campagne, surgit avec une intensité très variable et toujours liée au milieu urbain, une couche constituée par de petits propriétaires agricoles.

Dans le cas du néo-colonialisme, que la majorité de la population colonisée soit autochtone ou allogène, l'action impérialiste s'oriente dans le sens de la création d'une bourgeoisie ou pseudo-bourgeoisie locale, inféodée à la classe dirigeante du pays dominateur.

Les transformations dans la structure sociale ne sont pas si marquées dans les couches inférieures, surtout à la campagne, qui conserve principalement les caractéristiques de la phase coloniale ; mais la création d'une pseudo-bourgeoisie autochtone qui, en général, se développe à partir d'une petite bourgeoisie bureaucratique et des intermédiaires du cycle commercial (compradores), accentue la différenciation des couches sociales, ouvre, par le renforcement de l'activité économique d'éléments locaux, de nouvelles perspectives à la dynamique sociale, notamment avec le développement progressif d'une classe ouvrière

urbaine, l'installation de propriétés agricoles privées et l'apparition progressive d'un prolétariat agricole.

Ces transformations plus ou moins sensibles de la structure sociale, déterminées par une augmentation appréciable du niveau des forces productives, ont une influence directe sur le processus historique de l'ensemble socio-économique en question.

Tandis que dans le colonialisme classique ce processus est gelé, la domination néocolonialiste, en permettant le réveil de la dynamique sociale (des conflits d'intérêts dans les couches sociales autochtones ou de la lutte des classes) crée l'illusion que le processus historique retourne à une évolution normale.

Cette illusion se renforcera par l'existence d'un pouvoir politique (Etat national) composé par des éléments autochtones.

Ce n'est là en fait qu'illusion car, en réalité, l'inféodation de la classe " dirigeante " locale à la classe dirigeante du pays dominateur limite ou empêche le développement des forces productives nationales.

Mais dans les conditions concrètes de l'économie mondiale de notre temps, cette dépendance est une fatalité, et par conséquent la pseudo-bourgeoisie locale, quel que soit le degré de son nationalisme, ne peut exercer efficacement sa fonction historique ; elle ne peut orienter librement le développement des forces productives : en un mot, elle ne peut être bourgeoisie nationale.

Or, comme on l'a vu, les forces productives sont le moteur de l'histoire, et la liberté totale du processus de leur développement est la condition indispensable à leur plein fonctionnement.

On voit, par conséquent, que, tant dans le colonialisme que dans le néo-colonialisme, la caractéristique essentielle de la domination impérialiste demeure : négation du processus historique du peuple dominé, au moyen de l'usurpation violente de la liberté du processus de développement des forces productives nationales.

Cette constatation qui identifie dans leur essence les deux formes apparentes de domination impérialiste nous paraît être d'une importance primordiale pour la pensée et l'action des mouvements de libération, tant au cours de la lutte qu'après la conquête de l'indépendance.

Nous appuyant sur ce qui a été dit, il est possible d'affirmer que la libération nationale est le phénomène consistant, dans un ensemble socio-économique déterminé, à nier la négation de son processus historique.

En d'autres termes, la libération nationale d'un peuple est la reconquête de la personnalité historique de ce peuple, elle est son retour à l'histoire au moyen de la destruction de la domination impérialiste à laquelle il était soumis.

Nous avons vu que l'usurpation par la violence de la liberté du processus de développement des forces productives de l'ensemble socio-économique dominé constitue la caractéristique principale et permanente de la domination impérialiste, quelle que soit sa forme.

Nous avons vu également que seule cette liberté, et elle seule, peut garantir la normalisation du processus historique d'un peuple. Par conséquent, nous pouvons conclure qu'il y a libération nationale quand, et seulement quand, les forces productives nationales sont complètement libérées de toute espèce de domination étrangère.

Il est banal de dire que la libération nationale se fonde sur le droit de tous les peuples à disposer librement de leur destin et que l'objectif de cette libération est l'obtention de l'indépendance nationale.

Quoique nous ne soyons pas en désaccord avec cette manière vague et subjective d'exprimer une réalité complexe, nous préférons être objectifs, car, pour nous, le fondement de la libération nationale, quelles que soient les formules adoptées au niveau du droit international, réside dans le droit inaliénable de chaque peuple à avoir sa propre histoire, et l'objectif de la libération nationale est la reconquête de ce droit usurpé par l'impérialisme, à savoir la libération du processus de développement des forces productives nationales.

Pour cette raison, à notre avis, tout mouvement de libération nationale qui ne tient pas compte de ce fondement et de cet objectif peut certes lutter contre l'impérialisme, mais il ne luttera pas de cette façon pour la libération nationale.

Cela implique que, compte tenu des caractéristiques essentielles de l'économie mondiale de notre temps ainsi que des expériences déjà vécues dans le domaine de la lutte anti-impérialiste, l'aspect principal de la lutte de libération nationale est la lutte contre le néo-colonialisme.

D'autre part, si nous considérons que la libération nationale exige que survienne une mutation profonde dans le processus de développement des forces productives, nous voyons que ce phénomène de la libération nationale correspond nécessairement à une révolution.

Ce qui importe c'est d'être conscient des conditions objectives et subjectives dans lesquelles cette révolution se fait, et de connaître les formes ou la forme de lutte la plus appropriée à sa réalisation.

Nous n'allons pas répéter ici que ces conditions sont franchement favorables au stade actuel de l'histoire de l'humanité; il suffit de rappeler qu'il existe aussi des facteurs défavorables, aussi bien sur le plan international que sur le plan intérieur de chaque nation dans sa lutte pour la libération.

Sur le plan international, il nous paraît que les facteurs suivants sont pour le moins défavorables au mouvement de libération nationale : la situation néo-coloniale d'un grand nombre d'Etats ayant accédé à l'indépendance politique, s'ajoutant à d'autres ayant déjà accédé à cette situation ;

les progrès réalisés par le néo-capitalisme, en particulier en Europe, où l'impérialisme a recours à des investissements préférentiels, encourageant le développement d'un prolétariat privilégié avec, comme conséquence, la diminution du niveau révolutionnaire des classes laborieuses ;

la situation néocoloniale ouverte ou déguisée de quelques Etats européens qui, comme le Portugal, possèdent encore des colonies ; la politique dite " aide aux pays sous-développés " pratiquée par l'impérialisme dans le but de créer ou de renforcer les pseudo-bourgeoisies autochtones, nécessairement inféodées à la bourgeoisie internationale, et de barrer ainsi la route à la révolution ;

la claustrophobie et la timidité révolutionnaire, qui amènent quelques Etats nouvellement indépendants et disposant de conditions économiques et politiques intérieures favorables à la révolution à accepter des compromis avec l'ennemi ou avec ses agents ; les contradictions croissantes entre Etats anti-impérialistes et, finalement, les menaces, du côté de l'impérialisme, contre la paix mondiale dans la perspective d'une guerre atomique.

Ces facteurs contribuent à renforcer l'action de l'impérialisme contre le mouvement de libération nationale.

Si l'intervention répétée et l'agressivité croissante de l'impérialisme contre les peuples peuvent être interprétés comme un signe de désespoir face à l'ampleur du mouvement de libération nationale, elles s'expliquent, dans une certaine mesure, par les faiblesses suscitées par ces facteurs défavorables au sein du front général de la lutte anti-impérialiste.

Sur le plan intérieur, nous croyons que la faiblesse ou les facteurs défavorables les plus importants résident dans la structure socio-économique et dans les tendances de son évolution sous la pression impérialiste, ou, pour mieux préciser, dans le peu ou le manque d'attention accordée aux caractéristiques de cette structure et de ces tendances, par les mouvements de libération nationale, dans l'élaboration de leur stratégie de lutte.

Ce point de vue ne prétend pas diminuer l'importance d'autres facteurs internes défavorables à la libération nationale, tels que le sous-développement économique, le retard social des masses populaires qui en découle, le tribalisme et autres contradictions de moindre importance.

Il convient pourtant de signaler que l'existence des tribus ne se manifeste comme une contradiction importante qu'en fonction d'attitudes opportunistes, provenant généralement d'individus ou de groupes détribalisés, au sein du mouvement de libération nationale.

Les contradictions entre classes, mêmes quand celles-ci sont embryonnaires, sont beaucoup plus importantes que les contradictions entre tribus.

Quoique la situation coloniale et la situation néo-coloniale soient identiques, en essence, et que l'aspect principal de la lutte contre l'impérialisme soit l'aspect néo-

colonialiste, nous croyons indispensable de distinguer dans la pratique ces deux situations.

En effet, la structure horizontale de la société autochtone, bien que plus ou moins différenciée, et l'absence d'un pouvoir politique composé d'éléments nationaux, facilitent, dans la situation coloniale, la création d'un ample front d'unité et de lutte, indispensable au succès du mouvement de libération nationale.

Mais cette possibilité ne nous dispense pas de l'analyse rigoureuse de la structure sociale indigène, des tendances de son évolution et de l'adoption dans la pratique de mesures appropriées pour garantir une vraie libération nationale.

Parmi ces mesures, tout en admettant que chacun sait mieux que quiconque ce qu'il doit faire chez lui, il nous semble indispensable de voir se créer une avant-garde solidement unie et consciente de la vraie signification et de l'objectif de la lutte de libération nationale qu'elle doit diriger.

Cette nécessité est d'autant plus pressante qu'on sait que, à de rares exceptions près, la situation coloniale ne permet ni ne réclame l'existence significative de classes d'avant-garde (classe ouvrière consciente d'elle-même et prolétariat rural) qui pourraient assurer la vigilance des masses populaires sur l'évolution du mouvement de libération.

Inversement, le caractère généralement embryonnaire des classes laborieuses et la situation économique, sociale et culturelle de la force physique la plus importante de la lutte de libération nationale - les paysans - ne permettent pas aux deux forces principales de cette lutte de distinguer, par elles-mêmes, la vraie indépendance nationale de l'indépendance politique factice.

Seule une avant-garde révolutionnaire, généralement une minorité active, peut donner conscience dès le début de cette différence, et la porter, à travers la lutte, à la connaissance des masses populaires.

Cela explique le caractère fondamentalement politique de la lutte de libération nationale et donne, dans une certaine mesure, l'importance de la forme de lutte dans le résultat final du phénomène de libération nationale.

Dans la situation néo-coloniale, la structuration plus ou moins accentuée de la société indigène dans la verticale, et l'existence d'un pouvoir politique composé d'éléments autochtones - Etat national - aggravent, déjà, les contradictions au sein de cette société, et rendent difficile, sinon impossible, la création d'un front uni aussi vaste que dans le cas colonial.

D'un côté, les effets matériels (principalement la nationalisation des cadres et l'augmentation de l'initiative économique de l'élément indigène, en particulier sur le plan commercial) et psychologiques (orgueil de se croire dirigé par ses propres compatriotes, exploitation de la solidarité d'ordre religieux ou tribal entre quelques dirigeants et une fraction des masses populaires) contribuent à mobiliser une partie considérable des forces nationalistes.

Mais, d'autre part, le caractère nécessairement répressif de l'Etat néocolonial contre les forces de libération nationale, l'aggravation des contradictions de classes, la permanence objective d'agents et de signes de la domination étrangère (colons qui conservent leurs privilèges, forces armées, discrimination raciale), la paupérisation croissante du paysannat, et l'influence plus ou moins notoire de facteurs extérieurs, contribuent à maintenir la flamme du nationalisme, et à élever progressivement la conscience de vastes secteurs populaires, et à réunir, en s'appuyant précisément sur la conscience de la frustration néo-colonialiste, la majorité de la population autour de l'idéal de libération nationale.

En outre, tandis que la classe dirigeante autochtone s'embourgeoise progressivement, le développement d'une classe laborieuse composée d'ouvriers de la ville et de prolétaires agricoles, tous exploités par la domination indirecte de l'impérialisme, ouvre des perspectives nouvelles à l'évolution de la libération nationale.

Cette classe laborieuse, quel que soit son degré de conscience politique (au-delà d'une limite minimum, qui est la conscience de ses besoins) paraît, dans le cas néo-colonial, constituer la vraie avant-garde populaire de la lutte de libération nationale.

Mais elle ne pourra réaliser complètement sa mission dans le cadre de cette lutte (qui ne finit pas avec la conquête de l'indépendance) si elle ne s'unit pas solidement avec les autres couches exploitées, les paysans en général (employés, fermiers, métayers, petits propriétaires agricoles) et la petite bourgeoisie nationaliste.

La réalisation de cette alliance exige la mobilisation et l'organisation des forces nationalistes dans le cadre (ou par l'action) d'une organisation politique forte et bien structurée.

Une autre distinction importante entre la situation coloniale et la néo-coloniale réside dans les perspectives de la lutte.

Dans le cas colonial (où la nation-classe combat contre les forces de répression de la bourgeoisie du pays colonisateur), la lutte peut conduire, du moins en apparence, à une solution nationaliste : la nation conquiert son indépendance et adopte, en hypothèse, la structure économique qui lui convient le mieux.

Le cas néo-colonial (où les classes laborieuses et leurs alliés luttent simultanément contre la bourgeoisie impérialiste et la classe dirigeante autochtone) ne se résout pas par une solution nationaliste ; elle exige la destruction de la structure capitaliste implantée par l'impérialisme dans le territoire national, et postule justement une solution socialiste.

Cette distinction résulte principalement de la différence de niveau des forces productives dans les deux cas et de l'aggravation consécutive de la lutte des classes.

Il ne serait pas difficile de démontrer que, dans le temps, cette distinction est à peine apparente.

Il suffit de se rappeler que nos conditions historiques actuelles - liquidation de l'impérialisme qui par tous les moyens perpétue sa domination sur nos peuples, et consolidation du socialisme dans une partie considérable du monde - font qu'il n'y a que deux voies possibles pour une nation indépendante : retourner à la domination impérialiste (néo-colonialisme, capitalisme, capitalisme d'Etat), ou adoption de la voie socialiste.

Cette option dont dépend la compensation des efforts et des sacrifices des masses populaires au cours de la lutte est fortement influencée par la forme de combat et par le degré de conscience révolutionnaire de ceux qui la dirigent.

## **LE ROLE DE LA VIOLENCE**

Les faits nous dispensent de prouver que l'instrument essentiel de la domination impérialiste est la violence.

Si nous acceptons le principe selon lequel la lutte de libération est une révolution, et qui ne finit pas au moment où l'on hisse le drapeau et se joue l'hymne national, nous verrons qu'il n'y a, ni ne peut y avoir, libération nationale, sans l'usage de la violence libératrice de la part des forces nationalistes, pour répondre à la violence criminelle des agents de l'impérialisme.

Personne ne doute que, quelles que soient les caractéristiques locales, la domination impérialiste implique un état de violence permanente contre les forces nationalistes.

Il n'y a pas de peuple sur terre qui, ayant été soumis au joug impérialiste (colonialiste ou néocolonialiste), ait conquis son indépendance (nominale ou effective) sans victimes. Ce qui importe c'est de déterminer quelles sont les formes de violence qui doivent être utilisées par les forces de libération nationale, pour répondre non seulement à la violence de l'impérialisme, mais aussi pour garantir par la lutte la victoire finale de sa cause : la véritable indépendance nationale.

Les expériences du passé et du présent, vécues par certains peuples, la situation actuelle de la lutte de libération nationale dans le monde (spécialement au Vietnam, au Congo et au Zimbabwe), ainsi que la situation de violence permanente, ou tout au moins de contradictions et de sursauts, dans laquelle se trouvent certains pays ayant conquis leur indépendance par la voie dite pacifique, nous démontrent que non seulement les compromis avec l'impérialisme sont inopérants, mais aussi que la voie normale de libération nationale, imposée aux peuples par la répression impérialiste, est la lutte armée.

Nous ne croyons pas scandaliser cette Assemblée en affirmant que la voie unique et efficace pour la réalisation définitive des aspirations des peuples, c'est-à-dire pour l'obtention de la libération nationale, est la lutte armée.

C'est là la grande leçon que l'histoire contemporaine de la lutte de libération enseigne à tous ceux qui sont véritablement engagés dans l'effort de libération de leurs peuples.

## **SUR LA PETITE BOURGEOISIE**

Il est évident qu'aussi bien l'efficacité de cette voie que la stabilité de la situation à laquelle elle conduit, après la libération, dépendent non seulement des caractéristiques de l'organisation de la lutte, mais aussi de la conscience politique et morale de ceux qui, pour des raisons historiques, sont à même d'être les héritiers immédiats de l'Etat colonial ou néo-colonial.

Car les faits ont démontré que le seul secteur social capable d'avoir conscience de la réalité de la domination impérialiste et de diriger l'appareil d'Etat hérité de cette domination, est la petite bourgeoisie autochtone.

Si nous tenions compte des caractéristiques aléatoires, de la complexité des tendances naturelles inhérentes à la situation économique de cette couche sociale ou classe, nous verrions que cette fatalité spécifique de notre situation constitue l'une des faiblesses du mouvement de libération nationale.

La situation coloniale qui n'admet pas le développement d'une pseudo-bourgeoisie autochtone et dans laquelle les masses populaires n'atteignent pas en général le degré nécessaire de conscience politique avant le déchaînement du phénomène de libération nationale, offre à la petite bourgeoisie l'opportunité historique de diriger la lutte contre la domination étrangère, pour être, de par sa situation objective et subjective (niveau de vie supérieur à celui des masses, contacts plus fréquents avec les agents du colonialisme, et donc plus d'occasions d'être humiliés, degré d'instruction et de culture politique plus élevé, etc.) la couche qui prend le plus rapidement conscience du besoin de se libérer de la domination étrangère.

Cette responsabilité historique est assumée par le secteur de la petite bourgeoisie que l'on peut, dans le contexte colonial, appeler révolutionnaire, tandis que les autres secteurs se maintiennent dans le doute caractéristique de ces classes où s'allient au colonialisme, pour défendre - quoique illusoirement - leur situation sociale.

La situation néo-coloniale, qui exige la liquidation de la pseudo-bourgeoisie autochtone pour que se réalise la libération nationale, donne aussi à la petite bourgeoisie l'opportunité de remplir un rôle de premier plan - et même décisif - dans la lutte pour la liquidation de la domination étrangère.

Mais, en ce cas, en vertu des progrès réalisés dans la structure sociale, la fonction de direction de la lutte est partagée (à un degré plus ou moins grand) avec les secteurs les plus instruits des classes travailleuses et même avec des éléments de la pseudo-bourgeoisie nationale, imbus de sentiments patriotiques.

Le rôle du secteur de la petite bourgeoisie qui prend part à la direction de la lutte est encore plus importante, tant il est vrai que, dans la situation néo-coloniale elle-même, elle est plus apte à assumer ces fonctions, soit parce que les masses travailleuses connaissent des limitations économiques et culturelles, soit à cause des complexes et limitations de nature idéologique qui caractérisent le secteur de la pseudo-bourgeoisie nationale qui adhère à la lutte.

Dans ce cas, il est important de faire remarquer que la mission qui lui a été confiée exige de ce secteur de la petite bourgeoisie une plus grande conscience révolutionnaire, la capacité d'interpréter fidèlement les aspirations des masses à chaque phase de la lutte et de s'identifier de plus en plus avec elles.

Mais, si grand que soit le degré de conscience révolutionnaire du secteur de la petite bourgeoisie appelé à remplir cette fonction historique, elle ne peut se libérer de cette réalité objective : la petite bourgeoisie, comme classe des services (c'est-à-dire qui n'est pas directement incluse dans le processus de production), ne dispose pas de bases économiques lui garantissant la prise du pouvoir.

En effet, l'histoire nous démontre que, quel que soit le rôle - parfois important - joué par des individus issus de la petite bourgeoisie dans le processus d'une révolution, cette classe n'a jamais été en possession du pouvoir politique.

Et elle ne pouvait l'être, car le pouvoir politique (Etat) se fonde sur la capacité économique de la classe dirigeante et, dans les conditions de la société coloniale et néo-coloniale, cette capacité est détenue par ces deux entités : le capital impérialiste et les classes laborieuses nationales.

Pour maintenir le pouvoir que la libération nationale met entre ses mains, la petite bourgeoisie n'a qu'un seul chemin : laisser agir librement ses tendances naturelles d'embourgeoisement, permettre le développement d'une bourgeoisie bureaucratique - et d'intermédiaires - du cycle des marchandises, pour se transformer en une pseudo-bourgeoisie nationale, c'est-à-dire nier la révolution et se rallier nécessairement au capital impérialiste.

Or tout cela correspond à la situation néo-coloniale, c'est-à-dire à la trahison des objectifs de libération nationale.

Pour ne pas trahir ces objectifs, la petite bourgeoisie n'a qu'un seul chemin : renforcer sa conscience révolutionnaire, répudier les tentatives d'embourgeoisement et les sollicitations naturelles de sa mentalité de classe, s'identifier aux classes laborieuses, ne pas s'opposer au développement normal du processus de la révolution.

Cela signifie que, pour remplir parfaitement le rôle qui lui revient dans la lutte de libération nationale, la petite bourgeoisie révolutionnaire doit être capable de se suicider comme classe, pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire, entièrement identifiée avec les aspirations les plus profondes du peuple auquel elle appartient.

Cette alternative - trahir la Révolution ou se suicider comme classe - constitue le choix de la petite bourgeoisie dans le cadre général de la lutte de libération nationale.

Sa solution positive, en faveur de la révolution, dépend de ce que récemment Fidel Castro a appelé correctement développement de la conscience révolutionnaire.

Cette dépendance attire nécessairement notre attention sur la capacité du dirigeant de la lutte de libération nationale à rester fidèle aux principes et à la cause fondamentale de la lutte.

Cela nous montre, dans une certaine mesure, que si la libération nationale est essentiellement un problème politique, les conditions du développement lui prêtent certaines caractéristiques qui appartiennent au domaine moral.

Voilà la modeste contribution qu'au nom des organisations nationalistes des pays africains encore complètement ou en partie dominés par le colonialisme portugais, nous considérons comme un devoir d'apporter au débat général de cette Assemblée.

Solidement unis au sein de notre organisation multinationale, la C.O.N.C.P., nous sommes décidés à demeurer fidèles aux intérêts et aux justes aspirations de notre peuple, quelles que soient nos origines, dans les sociétés auxquelles nous appartenons.

La vigilance en relation avec cette fidélité constitue l'un des objectifs principaux de notre organisation, dans l'intérêt de nos peuples.

Pour cela, nous luttons déjà les armes à la main contre les forces colonialistes portugaises en Angola, en Guinée et au Mozambique, et nous nous préparons à faire de même au Cap-Vert, à São Tome et à Principe.

Voilà pourquoi nous consacrons la plus grande attention au travail politique au sein de nos peuples, améliorant et renforçant chaque jour nos organisations nationales, à la direction desquelles sont représentés tous les secteurs de notre société.

Pour cela, nous sommes en garde contre nous-mêmes et tâchons, en nous basant sur la complète connaissance de nos forces et de nos faiblesses, en renforçant les premières et en transformant les secondes, de développer constamment notre conscience révolutionnaire.

C'est pour cela que nous sommes à Cuba, et que nous assistons à cette Conférence.

Nous ne lancerons pas de vivats, ni ne proclamerons ici notre solidarité avec tel ou tel peuple en lutte. Notre présence est un cri de condamnation de l'impérialisme et une preuve de solidarité avec tous les peuples qui veulent bannir de leur patrie le joug impérialiste, en particulier avec l'héroïque peuple du Vietnam.

Mais nous croyons fermement que la meilleure preuve que nous puissions donner de notre position anti-impérialiste et de notre active solidarité avec nos camarades dans cette lutte commune consiste à retourner dans nos pays, à développer encore davantage la lutte et à demeurer fidèles aux principes et aux objectifs de libération nationale,

Nous souhaitons que chaque mouvement de libération nationale ici présent puisse, les armes à la main, répéter dans son pays, en union avec son peuple, le cri déjà légendaire de Cuba :

**PATRIA O MUERTE, VENCEREMOS !  
MORT AUX FORCES IMPÉRIALISTES !  
PATRIE LIBRE, PROSPÈRE ET HEUREUSE POUR CHACUN DE  
NOS PEUPLES !  
NOUS VAINCRONS !**

